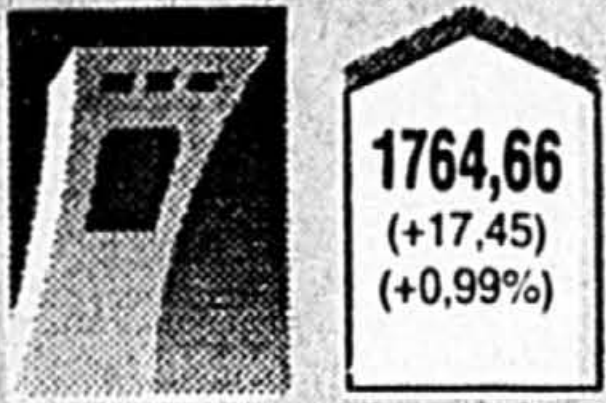
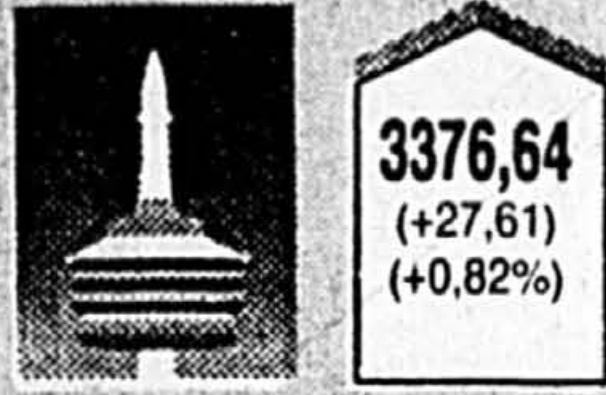


INDICES

MONTRÉAL



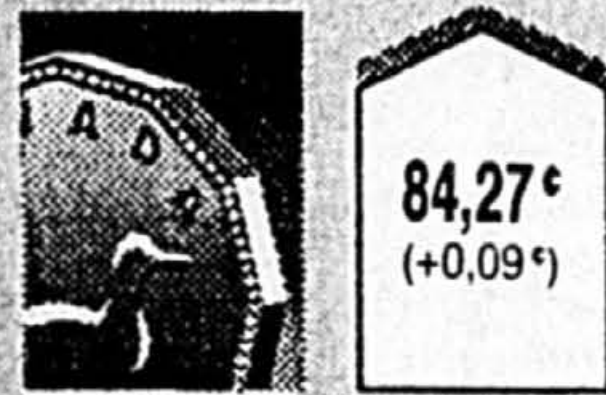
TORONTO



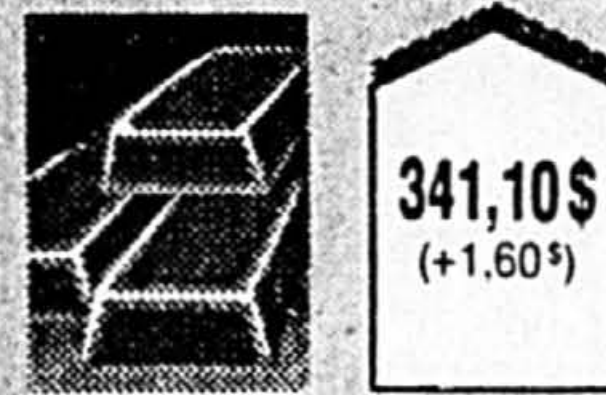
NEW YORK



DOLLAR CANADIEN



OR (N.-Y.)



Des entrepreneurs québécois participent à l'effervescence de la Tchécoslovaquie

FRANÇOIS TRÉPANIÉ

PRAGUE



Le taxi vient de s'arrêter. Sur le terrain de stationnement de l'Eden Podium, dans la 10^e circonscription de Prague, sur la rue Slavie, d'autres autos commencent à arriver. Parmi elles, on remarque surtout des Skoda chambranlantes, symbole de l'ancien régime communiste et, moins nombreuses mais plus visibles, quelques BMW, Mazda, Ford, produits du système capitaliste qui s'enracine allègrement, par les temps qui courent, en Tchécoslovaquie.

À la porte de la discothèque, deux portiers en habit de soirée filtrent les clients. Ici, pas de passe-droit pour les Tziganes en quête d'une passe facile. Tout le monde doit montrer patte blanche. Un des deux portiers me fait signe de le suivre et se dirige vers le deuxième étage de l'édifice, là où ont été aménagés le bar et la piste de danse. Sur le plancher, quelques couples commencent à se déhancher au son d'une musique qui évoque celle du Métropolis. Il est encore tôt. Comme à Montréal, il faudra attendre minuit avant que l'établissement se remplisse. Prague, elle aussi, a adopté des coutumes américaines.

— Par ici! lance mon garde du corps en traversant la piste. Nous montons sur une estrade et empruntons un petit couloir qui nous mène dans un bureau où je suis finalement accueilli par le patron. Debout près d'un écran cathodique, l'air aussi sérieux qu'un diplômé d'Harvard, un jeune homme de 22 ans me tend la main. C'est Stéphane Gariépy, un Québécois de Boucherville. Le 12 mars dernier, dans un local utilisé jusque là comme centre culturel, il ouvrait une discothèque capable d'accueillir plus de 1200 personnes, la plus grande discothèque de Tchécoslovaquie. Après moins d'un mois d'activité, il parle maintenant d'expansion dans d'autres pays de l'Est.

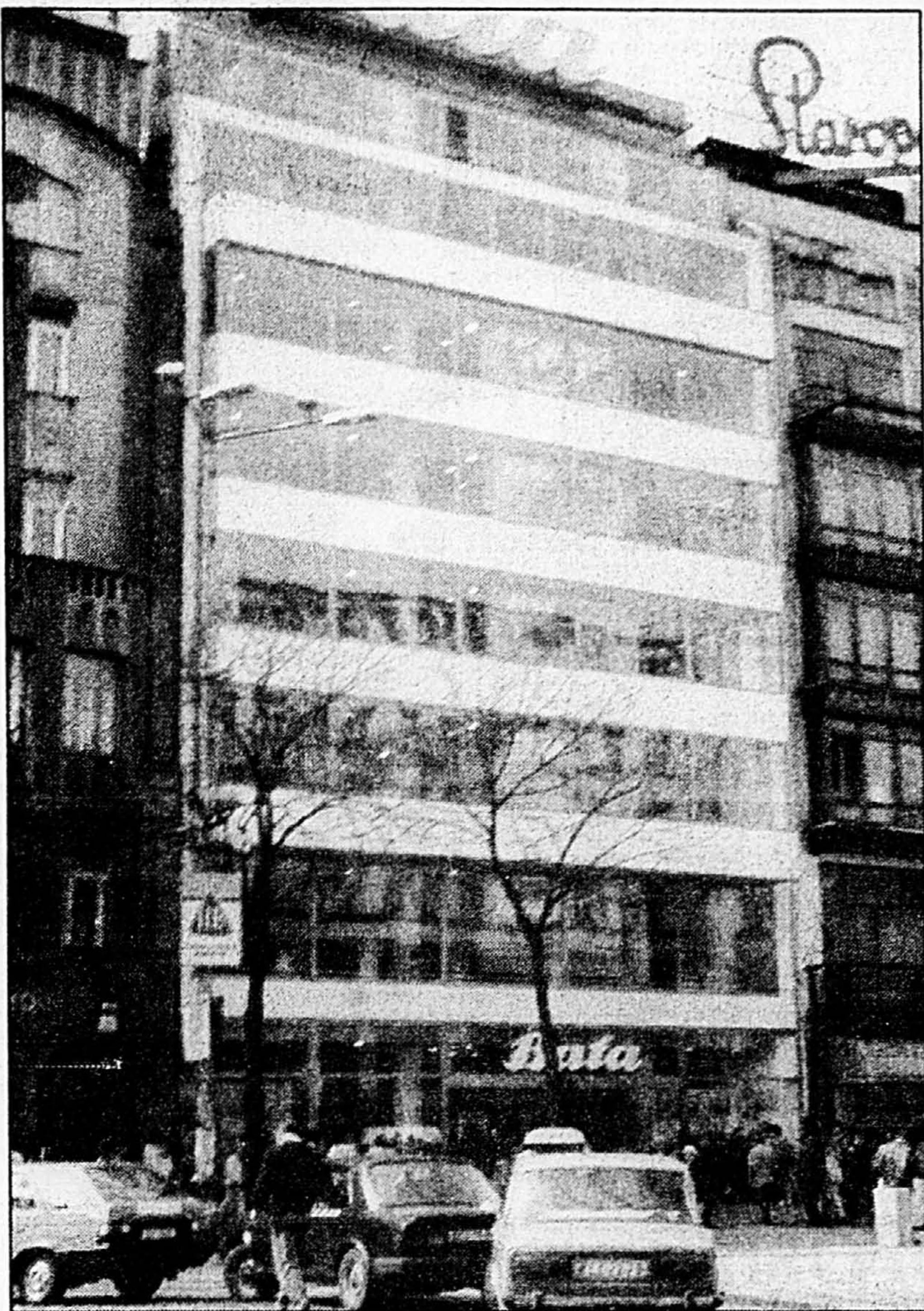
La Tchécoslovaquie de l'ère capitaliste

À sa façon, ce jeune homme sans expérience mais visiblement déterminé incarne bien le dynamisme d'un groupe de Québécois qui ont décidé de se tailler un fief dans la nouvelle Tchécoslovaquie du président Vaclav Havel. Dans cette Tchécoslovaquie qui vit désormais à l'heure du capitalisme, il ne passe pas une journée sans qu'un événement ne vienne souligner l'instauration du nouvel ordre. C'est à Prague même que ce changement est le plus évident.

On le voit partout: dans les journaux qui naissent au rythme des jours, dans les panneaux-reclame de Pepsi, Marlboro, Samsung, Sony, Price Waterhouse, qui poussent comme des champignons et dans les rues qui bourdonnent d'une activité étonnante.

Sur la grande place Wenceslas, là où les Pragoï ont l'habitude de manifester leur colère, là où devait commencer le fameux printemps de Prague, la famille Bata de Toronto, fabricant des célèbres chaussures, vient d'ouvrir un magasin de sept étages dans l'édifice même qui lui avait été confisqué lors du dernier conflit mondial, édifice dont elle vient de reprendre possession grâce au régime de privatisation mis en place par le gouvernement. Dès 9h, cet édifice est pris d'assaut par une foule en quête de produits nouveaux à qui Bata propose non seulement des souliers, mais une multitude de produits comme on en trouve dans les grands magasins de Montréal.

À deux pas de là, rue Vodickova, un premier restaurant de la chaîne McDonald's accueille quotidiennement plus de 10000 clients avec un personnel de 300 personnes. D'ici un an, deux



Sur la grande place Wenceslas, là où les Pragoï ont l'habitude de manifester leur colère, là où devait commencer le fameux printemps de Prague, la famille Bata de Toronto, fabricant des célèbres chaussures, vient d'ouvrir un magasin de sept étages dans l'édifice même qui lui avait été confisqué lors du dernier conflit mondial.

autres restaurants de cette même chaîne seront ouverts par des concessionnaires tchécoslovaques et au moins 100 autres d'ici la fin du siècle.

Plus au centre, dans la belle rue Parizska, là où commencent à s'installer de grands couturiers, parfumeurs et restaurateurs «privés», c'est la chaîne des Clubs Med qui se prépare à ouvrir des bureaux luxueux pour vendre ses vacances à la chaîne aux nouveaux bourgeois de Prague. Et, dans les rues même de Prague, ce sont les autos qui attirent l'attention. Plus de 79000 ont été achetées à l'étranger l'an dernier. Parmi elles quelques Mercedes, des Honda et des BMW qui font oublier les tristes Skoda qui le seront peut-être moins avec Volkswagen qui vient de prendre une participation de 20 p. 100 dans cette compagnie tchécoslovaque.

La discothèque

C'est grâce à son ancien patron, Julius Kudelka, l'un des copropriétaires du Métropolis de Montréal, que le jeune Gariépy a pu se lancer en affaires à Prague.

SUITE A LA PAGE F 2

Stéphane Gariépy, un Québécois de Boucherville. Le 12 mars dernier, dans un local utilisé jusque là comme centre culturel, il ouvrait une discothèque, la plus grande de Tchécoslovaquie. Il parle maintenant d'expansion dans d'autres pays de l'Est.



Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour 1993 une forte reprise de la croissance économique dans les pays riches après une année 1992 médiocre, ainsi qu'une poursuite du ralentissement de l'inflation.

Page F 3

De toutes les provinces, c'est au Québec que la progression des ventes des grands magasins a été la plus marquée en février dernier, soit 8,2 p. cent, indique Statistique Canada.

Page F 3

Magil Construction remporte la deuxième ronde de soumissions pour la construction de l'édifice principal devant accueillir l'Agence spatiale, à Saint-Hubert.

Page F 3



Claude Picher

Un signe de nervosité pré-référendaire

À mesure que le rendez-vous référendaire approche, il ne manque pas de signaux pour nous rappeler que nous sommes déjà, dans les faits, en campagne pré-référendaire, et que la bataille, sur le front économique, risque d'être féroce.

Cette semaine, amis lecteurs, vous avez peut-être lu, dans ces pages, mes deux chroniques portant sur les transferts fédéraux aux provinces. Leur objectif était simple; il s'agissait de jeter un coup d'oeil sur le fonctionnement des trois grands arrangements portant sur les transferts aux provinces: financement des programmes établis, programmes à frais partagés, péréquation.

Cette initiative m'a valu un curieux appel d'un député du Bloc québécois à Ottawa. Essentiellement, le député me reprochait d'avoir écrit que le financement des programmes établis, ou FPE, traitait toutes les provinces de la même façon, qu'aucune n'était injustement favorisée ou défavorisée par rapport aux autres. Oui, j'ai bien écrit cela, et je n'ai rien à y retrancher.

Le FPE, rappelons-le, concerne la participation fédérale au financement de la santé et de l'éducation post-secondaire. Chaque province reçoit un montant correspondant à son poids démographique.

Sur une base per capita, c'est le même montant qui est versé partout à travers le Canada, aux Terre-Neuviens comme aux Ontariens. C'est donc, à sa face même, un régime équitable. Il existe d'autres programmes, comme la péréquation, qui sont spécifiquement conçus pour corriger les inégalités.

Désengagement

Pourquoi alors le député conteste-t-il cela? Parce que le fédéral a commencé à se retirer du FPE. Ce désengagement touche tout le monde de la même façon, c'est-à-dire que les compressions sont égales partout, de façon à ce que les versements per capita demeurent égaux. Or, plus la base de taxation d'une province est faible, plus elle est défavorisée par ce genre de compression. Un brin doctoral, le député me suggère de consulter l'annexe E du budget provincial de 1990-91, qui contient justement une étude sur le sujet (le député ignore que j'ai lu la savante annexe E avant que lui-même n'en connaisse l'existence!).

Bien sûr que le député a raison. Comme le Québec a moins de contribuables riches que l'Ontario (quoique l'écart, par les temps qui courent, a tendance à diminuer), il est clair qu'il souffre davantage des compressions. Mais ce qu'il

n'a pas compris, c'est que je n'ai jamais voulu partir un débat sur l'impact du désengagement fédéral sur les finances provinciales, mais plutôt décrire les arrangements qui régissent les transferts fédéraux. L'essence même du FPE suppose un traitement équivalent pour toutes les provinces, contrairement au programme de péréquation ou au financement des programmes à frais partagés (qui, lui, favorise clairement et indûment les provinces riches). C'est ce qu'il fallait écrire.

Seulement, j'ai eu le malheur de dire que quelque chose venait d'Ottawa, et que, ô scandale, il traitait toutes les provinces de la même façon! La rapidité de la réaction du député du Bloc québécois en dit long. Sur les tribunes, la bataille pré-référendaire est déjà engagée, comme nous l'avons tous vu depuis un an. Restait à savoir jusqu'à quel point, dans les coulisses, la bataille de tranchée était avancée; certes, la nervosité se perçoit bien depuis quelque temps, mais je viens d'avoir la confirmation que le stade des chiquenaudes est maintenant dépassé. Une telle sensibilité vis-à-vis un article qui, en d'autres temps, n'aurait mérité aucune réaction du genre, montre bien qu'à tous les niveaux, la guerre est maintenant déclenchée, et que ça promet!

Un bijou du Conseil économique

Avant sa fermeture, en juin prochain, le Conseil économique du Canada publiera encore une demi-douzaine d'études sur différents sujets; il vient tout juste d'en publier une sur l'immigration, et celles à venir porteront notamment sur l'éducation et la pauvreté.

Parmi les cadeaux de départ du Conseil, il est un tout petit document technique de 46 pages, qui vient tout juste de sortir des presses et qui illustre bien à quel point un organisme comme le CEC peut jouer un rôle important dans la diffusion des connaissances en économie. Et cela est important: si les Québécois s'étaient autant intéressés à l'économie et à la finance qu'au hockey et au bingo, ils n'en seraient pas rendus aujourd'hui avec 20 p. cent de chômeurs et d'assistés sociaux et un taux de décrochage scolaire de 40 p. cent.

Le document du Conseil (*Le secteur public canadien, une présentation graphique*, par Sylvestre Damas) contient essentiellement une série de graphiques (51 en tout) illustrant l'importance du secteur public dans l'économie. Il permet de mesurer rapidement et facilement l'alourdissement des dettes de nos gouvernements, leur dépendance crois-

sante à l'égard du capital étranger, le fardeau de la dette per capita, l'évolution des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé, aux services sociaux, les dépenses par habitant par région, le paysage fiscal canadien, la situation du Canada par rapport aux autres pays. C'est clair, bien présenté, accessible. L'ouvrage, mis gratuitement à la disposition du public, constitue un excellent ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'économie, sans nécessairement posséder une formation poussée; pour l'apprécier, il est quand même préférable d'avoir quelques notions de base (comme, par exemple, savoir faire la distinction entre dollars constants et dollars courants).

Il est dommage de voir qu'un organisme qui publie et diffuse des outils d'une telle qualité soit appelé à disparaître, le budget Mazankowski lui ayant coupé les vivres. À la décharge d'Ottawa, il faut dire que le Conseil, depuis sa création, a été entièrement soutenu et financé par le fédéral, et qu'il est temps que quelqu'un d'autre prenne la relève. Dans les milieux d'affaires, me dit-on, un mouvement pour la survie du Conseil commence à prendre forme; espérons qu'il ne s'agit pas seulement de vœux pieux.

LA PRESSE VOUS PROPOSE

CETTE SEMAINE

DEMAIN



"LE CHEMIN DE CROIX DE L'AUTEUR AUTONOME."
UN TEXTE DE CLAUDE MARCIL



MAZDA 626 ET MX-6: PLUS RAFFINÉES ET PLUS TYPÉES
UN ARTICLE SIGNÉ DENIS DUQUETTE



FRANCESCO NACCARATO
UN ARTICLE SIGNÉ VIVIANE ROY



UN RÔTI DE SAUMON, S'IL VOUS PLAÎT!
UN ARTICLE SIGNÉ FRANÇOISE KAYLER



MONTRÉAL CAPITALE DU VITRAIL
UN ARTICLE SIGNÉ RAYMOND BERNATCHEZ

Tembec: aujourd'hui, je ne le referais plus, dit son patron

MIVILLE TREMBLAY

Le Québec n'est plus un bon endroit pour investir dans l'industrie forestière, déclare M. Frank Dottori, président de l'Association canadienne des pâtes et papiers.

L'augmentation moyenne de 3,5 p. cent des tarifs d'électricité évoquée par la ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, n'est pas un message encourageant, ajoute M. Dottori, également président de Tembec, à l'occasion d'une visite à La Presse.

«L'énergie est un endroit où le gouvernement peut clairement signaler à l'industrie qu'il veut améliorer le climat pour l'investissement», soutient-il.

En 1985-86, Tembec a investi plus de 100 millions pour une usine de pâte chimico-thermomécanique (CTMP) à Temiscamingue. «Aujourd'hui, je ne le referais plus», dit son patron.

M. Dottori est heureux de la compréhension manifestée par

les ministres Gerald Tremblay, de l'Industrie et du Commerce, et Albert Côté, responsable des Forêts. «Mais il faut passer à l'action, dès maintenant!» ajoute-t-il.

Les firmes québécoises jouissent d'un net avantage sur leurs concurrents américains quant au coût de leur énergie, avantage qui compensait le coût plus élevé de la fibre. Or, explique M. Dottori, au cours des cinq dernières années, le coût de l'énergie a augmenté de 30 p. cent au Québec alors qu'il baissait de 12 p. cent aux États-Unis.

Dans ce pays, poursuit l'homme d'affaires, les papeteries profitent des programmes de cogénération de l'énergie. Le réseau leur donne un prix plus élevé pour l'électricité qu'elles produisent que pour celui qu'elles achètent pour leurs propres besoins. Elles bénéficient donc d'une subvention indirecte.

Un gel du tarif d'électricité de catégorie grande puissance, tel que le demande l'industrie papetière, ne réglerait pas tous les problèmes cependant.

M. Dottori croit qu'il faut aussi élargir une réglementation tatillonnerie. «La bureaucratie québécoise nous coûte 20 \$ la tonne de papier.» Selon lui, le gouvernement doit fixer les normes et les balises, mais laisser à la créativité des entreprises le soin de trouver le meilleur moyen d'y parvenir.

Lorsqu'on lui parle de la compétitivité de l'industrie scandinave, M. Dottori répond qu'elle s'explique essentiellement par le traitement fiscal favorable qu'elle reçoit pour ses investissements.

En Scandinavie, dit-il, les entreprises peuvent créer, à l'abri de l'impôt, des réserves financières qui servent à investir dans les périodes difficiles. Leur système encourage le réinvestissement et décourage la forte ponction des dividendes. Il nous faut un système semblable, affirme M. Dottori.

Dans ce portrait critique, M. Dottori voit cependant un aspect réjouissant: «Le problème des relations de travail est résolu au Québec. Les syndicats ont démontré qu'il faut travailler pour conserver son emploi.»

Les entrepreneurs n'ont pas abandonné l'idée de bloquer les salaires

Presse Canadienne
OULBEC

L'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ) n'a pas abandonné l'idée de bloquer les salaires des 100 000 travailleurs de la construction à partir du 26 avril, en ne versant pas l'augmentation de 5 p. cent prévue au décret.

Elle a convoqué à une rencontre la semaine prochaine les dirigeants de la FTQ-Construction, du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, de la CSN-Construction, de la CSO et du Syndicat de la construction Cote-Nord.

Certains d'entre eux ont cependant affirmé hier qu'ils n'avaient pas l'intention d'abandonner cette hausse de rémunération.

Selon le directeur de la FTQ-Construction, M. Yves Paré, la demande de l'AECQ est farfelue.

«Ce n'est pas en enlevant le 5 p. cent d'augmentation qu'il y aura plus d'investissements dans la construction et plus d'emplois», a-t-il soutenu.

M. Paré a expliqué que pour construire une maison de 150 000 \$, il faut compter environ 1000 heures de travail, soit environ 20 000 \$ pour la main-d'œuvre. «Ce n'est donc pas un 5 p. cent d'augmentation, soit environ 1000 \$, qui déterminera si quelqu'un se fait construire une maison ou non», a-t-il dit.

Le président de la CSN-Construction, M. Olivier Lemieux, a affirmé de son côté que ce sont les coûts des matériaux et la spéculation foncière et celle des promoteurs qui influencent le plus les coûts de construction, et non les salaires qui représentent entre 15 à 20 p. cent des coûts. Anticipant la proposition de l'AECQ, la CSN-Construction a déjà consulté

ses membres et ceux-ci l'ont rejeté.

Selon M. Paré, l'AECQ veut faire comme d'autres employeurs en demandant aux travailleurs de sacrifier leur augmentation, et aussi, prouver à ses membres sa raison d'être. Il mentionne également que si cette hausse n'est pas accordée aux travailleurs, elle ira dans les poches des entrepreneurs et non dans celles des consommateurs, puisque les contrats de construction sont déjà signés.

Pour sa part, le président du Conseil, M. Maurice Pouliot, a dit qu'il s'interrogeait sur le sérieux de la démarche de l'AECQ, deux semaines avant la majoration prévue au décret. «Il faut une entente entre l'AECQ et les syndicats, celle-ci doit être soumise aux travailleurs et une requête doit être formulée au ministre du Travail pour qu'il modifie le décret venant à échéance au printemps 1993», a-t-il expliqué.



Rue Vodickova, un premier restaurant de la chaîne McDonald's accueille quotidiennement plus de 10 000 clients avec un personnel de 300 personnes. D'ici un an, deux autres restaurants de cette même chaîne seront ouverts par des concessionnaires tchécoslovaques.

Des entrepreneurs québécois participent à l'effervescence de la Tchécoslovaquie

SUITE DE LA PAGE F 1

Il y a environ six mois, Gariépy avait accompagné Kudelka dans la capitale tchécoslovaque pour y faire un travail pour la société Light and Sound, une société spécialisée dans l'installation de systèmes de son et d'éclairage.

Six mois plus tard, avec l'appui financier de son père, d'une banque locale et l'aide de Kudelka, Stéphane Gariépy signait une entente lui permettant d'utiliser le centre culturel de la rue Slavie comme discothèque et salle de spectacles. Sa discothèque est considérée maintenant comme la plus sophistiquée de Prague à cause de son système de son et d'éclairage tout informatisé. Elle emploie 35 personnes et accueille environ 450 personnes, quatre soirs par semaine.

Depuis son ouverture, le jeune Gariépy a également organisé des spectacles de jazz et il compte établir une entente avec la radio et la télévision locales pour organiser des spectacles du genre de ceux qui sont enregistrés au Metropolis, au Spectrum et au Club Soda à Montréal.

«C'est mon premier projet du genre, dit Gariépy avec enthousiasme. C'est le bébé qui générera peut-être d'autres petits en Europe de l'Est. Ici, tout est possible à ceux qui veulent foncer.»

D'autres Québécois

Ces propos du jeune Gariépy évoquent l'enthousiasme que manifestent Kudelka et d'autres Québécois qui ont décidé il y a environ deux ans de se lancer en affaires en Tchécoslovaquie.

Regroupés autour du Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec, un organisme créé il y a deux ans avec l'aide du gouvernement du Québec et de la mairie de Prague pour aider

les Québécois intéressés à travailler en Tchécoslovaquie, ces gens d'affaires ont réussi, jusqu'à maintenant, à mener à terme plusieurs projets dans des secteurs aussi variés que la culture, l'agriculture, l'ingénierie, l'informatique, les télécommunications et le tourisme et ce, en dépit de tous les problèmes qui affligent la société tchèque.

Parmi ces Québécois, on note quelques Montréalais d'origine tchèque comme Kudelka et Stan Pavlik, le voyageur qui il y a quelques années avait secouru le monde du voyage en lançant la fameuse compagnie Stand-By, spécialisée dans les ventes de forfaits de dernière minute.

Installé depuis deux ans à Prague, Pavlik est toujours actif dans le domaine du voyage à titre de président de la société European Travel Tour, une compagnie qui organise des voyages en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Il travaille également à la création d'une compagnie de distribution et il avoue qu'il serait peut-être intéressé à faire de la politique dans son pays natal.

Son collègue Julius Kudelka a fait plus de 29 voyages en Tchécoslovaquie depuis deux ans et est en train de mettre sur pied un système de billetterie informatisé du genre Ticketron avec les compagnies Northern Telecom et Microflex. Il s'occupe également de sa compagnie Light and Sound qui a des contrats avec la télévision locale et il a créé une compagnie de location d'autos qui possède une flotte de 22 véhicules.

Avec Pavlik et quelques hauts fonctionnaires du Québec, il est l'un des responsables de la création du Conseil du commerce et de la culture du Québec.

En plus de fournir des renseignements aux touristes qui s'arrêtent à Prague, cet organisme qui loge à quelques pas de l'hôtel de ville de la Vieille ville, rue Zatecka, dispose de spa-

cieux bureaux et des services de secrétariat nécessaires pour ceux qui veulent se lancer en affaires en Tchécoslovaquie. Un de ces bureaux est actuellement occupé par un représentant de la firme SNC-Lavalin et un autre par une Québécoise Anca Cristache, qui vient de mettre sur pied une agence de mannequins qui a déjà décroché des contrats à Rome et Paris.

D'autres Québécois s'y sont arrêtés: Pierre Chartier qui vient d'obtenir le contrat des machines distributrices du métro, André Brais qui s'occupe de l'installation du système informatique au ministère du Travail.

Un an, et il sera trop tard

Au moment où le gouvernement tchécoslovaque s'appête à annoncer son deuxième programme de privatisation des biens et des entreprises, une seule phrase revient dans la bouche de tous ces Québécois qui brassent des affaires en Tchécoslovaquie.

«C'est le moment ou jamais de venir ici», affirment ces Québécois.

«La Tchécoslovaquie ressemble à un territoire vierge, dit Stan Pavlik. Tout est à faire ici. Il y a des restaurants à ouvrir, des bars, des quincailleries, des magasins, des garages. Il manque de constructeurs, d'entrepreneurs. Nous sommes dans une société qui va devenir plus capitaliste que la nôtre. Tous les espoirs sont permis.

«Si Jean Coutu venait ici, ajoute le voyageur, il ferait une fortune.»

«Ce qu'il y a de malheureux, renchérit Julius Kudelka, c'est que ce sont les Allemands qui profitent le plus de la situation. Pourtant à chances égales, les Tchèques sont portés à favoriser les Québécois.»

Avis aux intéressés...

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

A BIEN, 2e, balance vente, notaire Leger, soir 729-4332.
A TIRE, 2e, occupation directe, rive, A, Boules 428-4459.
ATTENTION! Le rachat balance de vente. Si vous voulez profiter de votre argent immédiatement, le 1-877-742-8333.
HYV, 1re, 2e, balance de vente, service rapide, 589-4874.
HYPOTHEQUES (1re, 2e, balance vente). Placements 769-31-8889.
PREMIERE et 2e hypothèque, résidentiel, commercial, industriel. Dencol Mortgage 342-1356.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A LAVAL, domaine photocopies. Compagnie très reconnue. NEUF ANS DE GARANTIE pour les 2 premières années. Bénéfices minimum 125 000 \$ comparativement à un emploi. Demandez Jean-Pierre, 684-8871 (soir: 381-0891).
A VENDRE: club vidéo, nouveauté concept libre service, information, bon emplacement sur la Rive-Sud. Nouvelle période pour acheter. 497-8228 après 19h.

A VENDRE

Francis, maître, centre pilote, et distribution exclusive au Canada d'appareils de haute technologie, esthétique et esthétique médicale. Gros potentiel. Rive-Sud (514) 384-4693, soir et fin sem. (514) 883-3461.
AIMEAIS investir dans affaires existantes qui occupent rééducation à domicile. Rive 945-1302.
BELLE opportunité. Commerce d'importations, distribution, grossiste. Bien établi depuis 9 ans dans la région de Mtl faisant affaires avec décorateurs, fleuristes, et boutiques de cadeaux. Trouver le partenaire idéal. Québec avant plus de 1000 clients, investissements environ 100 000 \$, profit supérieur. 923-8231.

CARRIÈRE

Pierre, concubine, belle noire, belle, avec concubeur Pioneer, 55 acres avec lac, Laurentides. 400-1875, 225-8931.

CONCESSIONNAIRES EN INFORMATIQUE

Concession pour aussi peu de 5000 \$.
- Expérience un atout
- Territoire exclusif
- Financement disponible
- Clientèle fournie
- Inventaire compris: 6000 \$
- Support technique et logiciel
- Pour rencontrer (avec votre cv.) Appelez l'avant midi
852-4305

COSTA RICA Investisseurs

Pres grand terrain littoral, bord de mer 452-0164, fax, 443-3670.

DEVENEZ VOTRE PATRON

Restaurateur de revenu exceptionnel. Distribution de systèmes d'alarme sans fil. L'industrie n'est en croissance dans le de l'Amérique. La compagnie n'est au Canada. 756-2556.

DISTRIBUTEUR produit unique

capit exclusif breveté licence, capital de 10 000 \$, 351-3817.

ENTREPRENEURS INVESTISSEURS

Faillite, projet domiciliaire abandonné, nord Montréal, ville en expansion, site exceptionnel. Plus de 400 000 \$ de car, fondations et services, paiement fait. Possibilité 200 unités. Moins de 3,50 \$/pi car. 461-1845, 952-2083.

ENTREPRISES QUEBÉCOISES

Profitez de l'avantage de disposer au Maroc à Casablanca, portes de l'Europe et de l'Afrique. Un bureau pour la représentation et la diffusion de vos produits. Trouver le partenaire idéal. Bénéficiaire de l'assistance d'une équipe de spécialistes en matière juridique, fiscal et finance. TEL: 844-9229

GESTIONNAIRE avec capital

cherche entreprise sérieuse pour acquisition active. Discretion assurée. La Presse Ref. 0845) C.P. 6041 Succ. A, Mtl, Que., H3C 3E3

ART CANADIEN

Investissement des années 90. Rendement supérieur. Gest-Art Inc. 973-9080. Peut-être abri fiscal dans certains cas. 1289759 R 710

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

EXPERT EN IMMOBILIER Recherche ASSOCIEES AVEC CAPITAL Pour profiter des occasions de la conjoncture actuelle. Aucune expérience requise. Le minimum, rendement élevé. 434-3653

GOVERNEMENT, prêts et subventions

pour entreprises nouvelles existantes, 937-2639 ext. 94. Identification Annuale Inc.

Partez à votre compte en devenant

notaire concessionnaire dans votre région. Récompense élevée, nous vous concevons, potentiel de revenu exceptionnel. Tel: (514) 539-4928.

IDEAL à convertir en résidence

pour personnes âgées. Complètement équipé et prêt à occuper. Motel de 34 chambres avec 5 manager, 3 restaurants et grand terrain de 150 000 pi car. Prix réduit à 700 000 \$, I. Rive, 651-5821.

INCORPORATIONS 955-355-1619

INCORPORATIONS ILLIMITÉES. LE GOUVERNEMENT de l'Inde a allégé sa réglementation en matière d'importation et de transfert de la technologie. De nombreuses occasions de copropriété sont disponibles. Le domaine s'ouvre aux compagnies canadiennes intéressées dans ce secteur. Nous pouvons faciliter vos transactions d'affaires par le biais de nos compagnies associées en Inde. Les entreprises établies et intéressées à réaliser des projets en Inde, sont priées de contacter Mme Stastak. 514-933-5641.

LOTS provenant de familles

Services, charols, bicyclettes, chaînes, idéal pour marché aux puces. Aussi acheteurs fin de ligne et surplus d'inventaire. 964-6674

BRASSEZ de l'argent.

Ouvrez un travail COMMERCIAL équipé par Maytag.

Si vous pensez bon investissement et rendement rapide, vous voulez sans doute ouvrir un travail COMMERCIAL équipé par Maytag. C'est une idée toute fraîche qui transforme le concept du travail automatique en un endroit invitant! En plus de profiter de la fiabilité légendaire de Maytag, vous avez l'option d'équiper le travail avec des Maytag de la série «Computer Trac».

Le travail COMMERCIAL

équipé par Maytag nécessite un investissement de capital de 30 000 \$ à 50 000 \$ seulement! Obtenez tous les détails en écrivant à: May-Cal Inc., 10 301, boul. Ray Lawson, Anjou (Québec) H3H 1L6.

126659 R 710

CHOOSEZ LES GENS QUI VOUS OFFRENT DES PRODUITS FIABLES.

©1992 Maytag Company

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

MARCHE D'ALIMENTATION Sous franchise du département d'Économie d'un réseau d'implantation. Formule unique. Aucun investissement requis. Région de la Mauricie. La Presse Ref. 0842, C.P. 6041 Succ. A, Montréal, Québec, H3C 3E3.

MARCHE D'ALIMENTATION

Sous franchise du département de viande d'un marché d'alimentation. Formule unique. Aucun investissement requis. Région de la Mauricie. La Presse Ref. 0842, C.P. 6041 Succ. A, Montréal, Québec, H3C 3E3.

NOUVEAU AU QUÉBEC! Savez-vous

des premiers à en profiter! Investissez dans l'acquisition de marchandises distribuées mobiles de caristes de qualité. Occasion unique! Pour brochure (514) 694-1400

ONTARIO, Société de commerce

international tunisienne vous procure tout produit du Maroc (Tunis, Maroc, Algérie) à des prix. (216) 153-3525, fax: (216) 153-3428 ou 498

OPPORTUNITÉ IMMOBILIÈRE

travaillant en région. Offre des opportunités d'association dans des investissements immobiliers (copropriété, finances). M. Emrod 384-8174.

PARTENAIRES Dans l'écologie

- Consultant gestionnaire
- Capital requis: 35 000 \$ (ou plus)
- Emploi à temps plein ou partiel
- Les entreprises établies et intéressées à réaliser des projets en Inde, sont priées de contacter Mme Stastak. 514-933-5641.

PIZZERIA à louer "clic en main"

dans salle d'amusement. 356-Carterne-Painneau, 270-6455.

POUR VOUS

REGION DE LA MAURICIE (12 km carré) quasi ARBITRI. M. Verret-T. Châteauguay 449-4734. Trans-Action Mont-Royal courtier.

RIVE-SUD: Équation commerciale

2 locations de choix. Bon chiffre d'affaires. Sophie 679-0321. Tel: (514) 632-0226.

ROYAL LEPAGE COURTIER

SPACE BALL

Gagnez entre 2000 et 4000 \$ par semaine avec ce nouveau projet développé par la NASA pour entraîner les astronautes. Étant mobile, il se place facilement dans les centres de ski, centres d'échange, plages, bars, expositions, parcs, etc. etc. Soyez le premier à transporter les gens dans toutes les directions de l'espace. Prenez les commandes de votre appareil dès aujourd'hui pour seulement 21 794\$. Tel: (416) 632-4178. Fax: (416) 632-4178

ST-LAMBERT Restaurant 200

places. Bonne réputation. Reçu. Confidenciel. J. Tardif 670-3231. ROYAL LEPAGE COURTIER

VOTRE commerce en services

financiers? Pourquoi pas! Vous avez clientèle cible et compétence financière? L'occasion est bonne. Pour plus d'information 593-8749.

712 ASSOCIEES DEMANDES

A QUI LA CHANCE? Investissement 25 000 \$ - garantie hyp. très rentable, système innovateur avant grand futur. (514) 224-7419, 386-7245 courtier immobilier.

ASSOCIEE pour magasin de meubles

meubles, dans centre d'affaires, argent garanti. 256-3263 (soir).

712 ASSOCIEES DEMANDES

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS

1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

JE CHERCHE INVESTISSEURS DE 150 000 \$ POUR MON PROJET À JACO-BEACH AU COSTA RICA

Ecrire à: 3930, boul. Hamel, suite 014 Québec (Québec) G1P 2J2

1291695-R 712

712 ASSOCIEES DEMANDES

ASSOCIEE OU COUPLE DEMANDE pour opérer Dunkin Donuts. 1 heure de Montréal. Capital requis: 20 000 \$. Participation aux profits. Écrire La Presse Ref. 0844, C.P. 6041 Succ. A, Montréal, Québec, H3C 3E3.

NOUVEAU restaurant dans région

Cancon, Mexique. 25 000 \$ U.S. minimum. 521-6460

714 FRANCHISES

A VENDRE: CENTRE DU RASOIR place Alexis Nihon, 631-9747.

TABATOUT FRANCHISES DE TABAGIES

Emplacements disponibles: - Centre-ville de Montréal - Victoriaville. J.G. Bisset 875-1576

YOGURT ALASKA

BAR LAITIÈRE spécialisée dans la vente de YOGURT (GLACE), de FRUITS, de BREUVAGES et de produits complémentaires.

FRANCHISES DISPONIBLES

Pizza Versalles (MI) Franchises de La Cathédrale (MI) Centre Rockland (MI-Royal) Centre St-Laurent (Ottawa) Inf. Denis Levesque (514) 652-5940

ZAZOU SUPERMARCHÉ INC.

Comptant 75 000 \$ Revenu 75 000 \$ an. M. Baikie 484-2566.

715 SERVICES FINANCIERS

A PLUS, acheteurs cheques post-dates, direct-rapide. 525-2661

AVIS AUX ENTREPRISES

NOUS ACHETONS VOS CHEQUES POST-DATES. 328-3939 (ANNIE RANGER)

SFRA INC. AU SERVICE DES PME

Prêt de démarrage. Marge de crédit, fond de roulement, subvention. 858-6655

715 L'IMMOBILIER

ASSOCIEES DEMANDES

ASSOCIEES DEMANDES pour bloc appartements. Demandez Claude: 663-7168

ECHANGE: je cherche un cottage

en bon état à Mont-Royal en échange d'un quadruple "Rodriguez", revenus 26 000 \$. Lacoste, Immobilier crs. 276-1357

PROPRIÉTÉ - LAC CHAMPLAIN

Superbe propriété de 4 chambres, salle familiale, 2 salles de bain, 179 de façade sur le lac. Ce magnifique site est à seulement 50 minutes de Montréal. Tel: (819) 477-3222 poste 240 (de 8h30 à 17h) ou (819) 477-5438 (après 17h). 1755583-R 735

712 ASSOCIEES DEMANDES

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS

1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

JE CHERCHE INVESTISSEURS DE 150 000 \$ POUR MON PROJET À JACO-BEACH AU COSTA RICA

Ecrire à: 3930, boul. Hamel, suite 014 Québec (Québec) G1P 2J2

1291695-R 712

Perte de 14,3 millions pour le CN

Le Canadien National, une société d'État, n'a pas échappé lui non plus aux affres de la récession, essuyant une perte nette de 14,3 millions l'an dernier comparativement au bénéfice net de 7,7 millions qui avait été encaissé en 1990.

Dans un communiqué émis hier, le président et chef de la direction, Ronald Lawless, attribue cette contre-performance à la faiblesse de l'économie canadienne ainsi qu'aux difficultés rencontrées par

Le FMI prévoit une forte reprise de la croissance en 93

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour 1993 une forte reprise de la croissance économique dans les pays riches après une année 1992 médiocre, ainsi qu'une poursuite du ralentissement de l'inflation, a-t-on appris hier de source monétaire à Washington.

Selon le FMI, la croissance dans les pays industrialisés devrait grimper à 3,3 p. cent en 1993 au lieu de 2 p. cent cette année (+0,9 p. cent seulement en 1991), a-t-on indiqué de même source.

Les prévisions du FMI seront publiées officiellement dans une quinzaine de jours à l'occasion des réunions de printemps à Washington du Fonds et de la Banque Mondiale. D'ici là, les experts du FMI

pourraient «réviser en baisse» leurs estimations de croissance, précise-t-on de même source.

La forte relance de l'activité l'an prochain devrait toucher l'ensemble des pays industrialisés. Au sein du Groupe des Sept (G-7), les «locomotives» seront néanmoins les États-Unis avec une croissance de 3,5 p. cent en 1993 (1,6 p. cent en 1992 et -0,7 p. cent en 1991), le Japon (+3,8 p. cent en 1993 contre +2,8 p. cent en 1992), l'Allemagne (+3,2 p. cent contre +2,2 p. cent) et le Canada (+4,4 p. cent contre +2,7 p. cent).

En 1993, la croissance devrait également augmenter dans les autres pays du G-7 mais demeurer inférieure à 3 p. cent : +2,9 p. cent pour le Royaume-Uni (+1,4 p. cent en 1992), +2,6 p. cent pour la France (+1,8 p. cent cette année) et +2,4 p. cent pour l'Italie (+1,6 p. cent).

Selon le FMI, la reprise de la croissance ne devrait pas s'accompagner d'une relance de l'inflation. Au contraire, la hausse des prix devrait continuer à se ralentir légèrement, ajoute-t-on de source monétaire.

Dans l'ensemble des pays industrialisés, la hausse des prix à la consommation devrait tomber à 3,2 p. cent en 1993 contre 3,4 p. cent cette année et 4,4 p. cent l'an dernier.

Au sein du G-7, l'inflation reculera en Allemagne (3,7 p. cent en 1993 contre 3,8 p. cent cette année), en France (2,5 p. cent contre 2,7 p. cent), au Royaume-Uni (2,9 p. cent contre 3,8 p. cent) et au Canada (2,3 p. cent contre 2,7 p. cent).

Elle restera en revanche stable aux États-Unis (3,1 p. cent en 1993 comme en 1992) et augmentera légèrement au Japon (2,7 p. cent en 1993 contre 2,6 p. cent en 1992)

ainsi qu'en Italie (5,2 p. cent contre 5 p. cent).

Toujours selon les prévisions du FMI citées par la même source, la forte reprise économique devrait entraîner seulement un modeste recul du chômage. Le taux de chômage dans l'ensemble des pays riches devrait baisser à 6,9 p. cent l'an prochain après avoir grimpé à 7,2 p. cent cette année (7 p. cent en 1991).

Le chômage devrait diminuer aux États-Unis (6,2 p. cent en 1993 contre 6,7 p. cent cette année) et en Allemagne (7,4 p. cent contre 7,6 p. cent). Il restera très faible au Japon (2,3 p. cent contre 2,2 p. cent) mais demeurera élevé en France (10 p. cent en 1993 et 1992), en Italie (10,7 p. cent en 1993 contre 10,8 p. cent en 1992), au Royaume-Uni (9,5 p. cent contre 9,6 p. cent) et au Canada (9,1 p. cent contre 10 p. cent).

Agence spatiale: Magil plus bas soumissionnaire

VALÉRIE BEAUREGARD

Magil Construction remporte la deuxième ronde de soumissions pour la construction de l'édifice principal devant accueillir l'Agence spatiale, à Saint-Hubert.

Travaux Publics Canada a reçu quatre soumissions dans le cadre de cet appel d'offres qui a été fortement contesté. Les premières soumissions qui avaient été rendues publiques le 12 mars ont été rejetées par le gouvernement soulevant du même coup un tollé général dans l'industrie de la construction.

Un des soumissionnaires originaux, la firme Ellis-Don Construction, a même déposé une requête en injonction pour empêcher le gouvernement de relancer le processus. La requête en injonction permanente sera entendue par la cour mardi matin.

Hier, l'Association de la construction du Québec a qualifié la démarche de Travaux publics Canada de «complètement et totalement inadmissible».

Dans une lettre adressée à Suzanne Ouimet, directrice régionale, au service de l'architecture et génie de Travaux publics Canada, l'ACQ écrit qu'il semble bien qu'il soit plus aisé pour nos dirigeants de persister dans la voie de l'irresponsabilité plutôt que de devoir admettre une erreur de parcours et ce, même au détriment de ceux dont l'expertise est pourtant tout aussi indispensable que profitable.

Selon les règlements de l'ACQ, un projet ne doit jamais faire l'objet d'un nouvel appel d'offres si les travaux ne changent pas et les résultats d'un premier appel d'offres sont déjà connus.

Les enveloppes soumises dans le cadre du deuxième appel d'offres ont été ouvertes hier après-midi. Le résultat se lit comme suit :

- Magil Construction : 40 285 733 \$
- Ellis-Don Construction : environ 40 676 000 \$
- Entreprises Bon Conseil : environ 41 630 000 \$
- Opron Inc. : environ 42 036 000 \$

Travaux publics Canada avait reçu six soumissions au cours de l'hiver et c'est Ellis-Don Construction qui avait alors présenté l'offre la plus basse et donc remporté l'appel d'offres.

L'exercice a par la suite été repris car Travaux Publics Canada. Le ministère invoquait l'ambiguïté des documents de présentation quant à l'application de la nouvelle taxe québécoise sur les produits et services, qui doit entrer en vigueur le 1er juin.

Les travaux de la maison de l'Agence spatiale, qui comprendra, en plus du siège social, des édifices latéraux voués à la recherche et au programme des astronautes, doivent être terminés le 1er octobre 1993. Ils doivent commencer 45 jours après l'ouverture des enveloppes. La question est maintenant de savoir lequel des appels d'offres sera respecté en bout de ligne.

Ventes des grands magasins

PROVINCE	Feb. 92 (millions)	Jan. 92 (millions)
Terre-Neuve	\$9,6	\$8,1
Ile-du-Prince-Édouard	2,8	2,6
Nouvelle-Écosse	21,7	20,5
Nouveau-Brunswick	15,1	13,6
Québec	135,4	126
Ontario	312,0	285,6
Manitoba	31,7	29,6
Saskatchewan	21,5	19,7
Alberta	83,2	77,7
Colombie-Britannique	112,7	105,5
Canada	746	689

Hausse des ventes des magasins au Québec

De toutes les provinces, c'est au Québec que la progression des ventes des grands magasins a été la plus marquée en février dernier, soit 8,2 p. cent, indiquent les chiffres de Statistique Canada, dévoilés hier.

Un observateur trouve des raisons de se réjouir dans le fait que les ventes étaient à la hausse dans les grands centres d'activité économique que sont Montréal et Toronto. Ce sont ces grandes agglomérations qui donnent le ton aux autres villes.

«C'est le début d'un virage économique», estime M. Len Kubas. A Montréal, les ventes totalisaient 72,5 millions en février, soit 8,4 p. cent de plus qu'à la même époque, l'an dernier. A Toronto, les ventes étaient de 123,5 millions, une augmentation de 9,6 p. cent.

Dans l'ensemble du Canada, par contre, le chiffre d'affaires des grands magasins en février dernier était identique à celui de février 91, soit 746 millions de dollars.

Des données qui n'ont rien de surprenant, selon la représentante de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, si on considère les autres statistiques sur le magasinage outre-frontières, qui révèle une augmentation de 6,8 p. cent par rapport à la même période, l'an dernier.

«On ne peut pas s'attendre à ce que le commerce de détail soit florissant quand on assiste à une hémorragie de ventes au profit des commerçants américains», a déclaré la vice-présidente de la Fédération Catharine Swift.

Restructuration chez Olivetti

Olivetti Canada est en train de mettre au point un plan de restructuration de ses activités qui réduira son effectif à l'échelle canadienne de 40 personnes.

Des mises à pied ont déjà effectuées au cours des derniers jours et d'autres suivront au cours des prochaines semaines.

Olivetti, le plus important fabricant d'ordinateurs en Europe, comptera après ces départs quelque 360 employés au Canada.

La directrice des ressources humaines de la société, Mme Michel Murgel, a indiqué que ce programme ne devrait pas toucher les employés d'Olivetti à Montréal. «S'il y a des mises à pied à Montréal, elles ne seront pas nombreuses», a-t-elle dit.

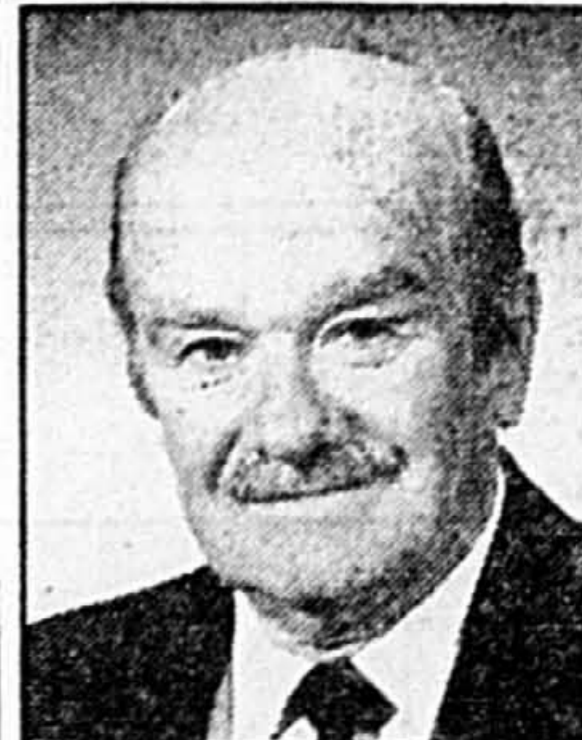
L'entreprise veut dorénavant concentrer ses activités dans trois grands centres canadiens, soit Montréal, Toronto et Ottawa.

De fabricant d'ordinateurs personnels (PC), Olivetti est sur la voie de devenir un fournisseur de systèmes intégrés d'information. La société dessert trois grands marchés importants : les banques, les gouvernements et les grandes chaînes de détail comme Canadian Tire.

Cette nouvelle mission lui demande une réorganisation de son personnel.



Aluminerie de Bécancour Inc.



GERMAIN LAVIGNE

Le Comité des Propriétaires de Aluminerie de Bécancour Inc. est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Germain Lavigne au poste de président et chef de la direction de l'entreprise.

Monsieur Germain Lavigne est à l'emploi de A.B.I. depuis 1985. Il a occupé divers postes, dont ceux de vice-président exploitation et directeur de l'usine et de vice-président principal.

Détenteur d'une licence en Sciences sociales de l'Université de Montréal et d'un baccalauréat en Sciences appliquées de l'Université Laval, Monsieur Germain Lavigne est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Aluminerie de Bécancour Inc. est en exploitation depuis 1986 et emploie plus de 1000 personnes.

A.B.I. est mandataire de Pechiney Reynolds Québec Inc., d'Albécour, Société en Commandite (membre du Groupe SGF) et d'Alumax Québec Inc.

Industries Lassonde inc. AVIS DE DIVIDENDE

Avis est donné qu'un dividende semi-annuel de 0,095 \$ par action catégorie A à droit de vote subalterne et action catégorie B à droits de vote multiples a été déclaré pour paiement le 22 avril 1992 aux actionnaires inscrits au registre le 15 avril 1992. Rougemont, Québec, le 7 avril 1992

Par ordre du conseil
Michel Proulx
Trésorier



Centraide

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Le Musée des beaux-arts du Canada cherche à combler le poste suivant :

Concepteur principal

92-NG-011 Période déterminée de 2 ans

Vous devrez concevoir des expositions à deux ou trois dimensions, des installations d'œuvres de la collection permanente et d'autres présentations visuelles pour le Musée des beaux-arts du Canada; donner des instructions et des conseils pour la conception détaillée, la réalisation et l'installation des expositions; concevoir et préparer des maquettes pour des travaux graphiques et typographiques destinés aux expositions et à des imprimés; et donner des conseils concernant la production et l'installation de tels documents graphiques.

NOUS EXIGEONS un diplôme universitaire ou l'équivalent dans une discipline liée à la conception, comme l'architecture, l'aménagement intérieur ou la conception industrielle. De l'expérience dans la conception d'expositions d'œuvres d'art en deux ou en trois dimensions dans une galerie d'art ou un musée; de l'expérience dans l'orientation de personnel concernant la présentation, la fabrication et l'installation d'expositions ainsi que la conception et le suivi de la production de matériel graphique et d'imprimés. La connaissance du français et de l'anglais est essentielle (BBBBB).

Vérification de fiabilité approfondie.

NOUS OFFRONS un salaire de 45 118 \$ à 49 327 \$.

Acheminez votre curriculum vitae avant le 15 mai 1992 au

Chef, Services du personnel
Musée des beaux-arts du Canada
380, promenade Sussex
C.P. 427, Succursale A
Ottawa (Ontario) K1N 9N4

Musée des beaux-arts du Canada National Gallery of Canada

VOULEZ-VOUS PARTIR EN AFFAIRES?
Joignez-vous à une équipe dont le concept de franchise est exclusif internationalement!

- Plus de 20 franchises vendues
- Concept clé en main
- Formation
- Aide au financement
- Territoire protégé
- Informez-vous de notre garantie 25.000\$/90 jours

MARS 92
DEC. 91
SEPT. 91
JUN 91
MARS 91
OCT. 90

INFORMEZ-VOUS :
1 (514) 844 7211

Soyez prête pour l'été!

Le spécialiste des maillots de bain "design"

LE SALON ÉROTIQUE
77, boul. Chomedey, Laval
Au sud du boul. Lévesque, au nord du pont de Cartierville
681-7049

PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS LA PRESSE

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant :

07886614

Si non, composez, à Montréal, le 251 8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688.

CLUB Multi points

ENAP

LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SUPPLÉMENTAIRES

SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT OFFERTES

À MONTRÉAL

LE TABLEAU DE BORD DE GESTION
28-29-30 avril 1992

- Techniques de base dans le développement d'un système de contrôle en gestion
- Votre tableau de bord de gestion
- Intégration de ces connaissances dans votre milieu de travail

À QUÉBEC

CONCEPTS ET ABSOLUS EN GESTION DE LA QUALITÉ GLOBALE
6-7-8 mai 1992

- La normalisation comme indicateur de qualité
- L'implication des ressources dans la solution des problèmes
- Le concept client-fournisseur
- Les composantes du service au client
- L'analyse des processus
- La gestion transfonctionnelle

Renseignements et formulaire d'inscription :
Laurette Gouin - Montréal - (514) 522-3641
Ginette Jobin - Québec - (418) 657-2485



Université du Québec
École nationale d'administration publique

À 33 995\$ un nombre très limité de la luxueuse Cadillac Sedan de Ville est disponible. Faites vite.



chez votre concessionnaire



Cadillac
sait se faire désirer

Transport et taxes en sus. Voyez tous les détails chez votre concessionnaire participant. Seulement pour un temps limité.

La bourse en bref

MONTRÉAL

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Facts. Shows trading volume for Montreal on Friday and Thursday, and key market facts.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92. Summary of market movements.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists top active stocks like Bq Nationale and Bq Royale.

JUNIORS / MINES ET PÉTROLES

Table with 4 columns: Volume en cents, Ferm., Var. Lists junior and resource stocks.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists active stocks in Montreal.

TORONTO

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Facts. Shows trading volume for Toronto.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists top active stocks in Toronto.

JUNIORS / MINES ET PÉTROLES

Table with 4 columns: Volume en cents, Ferm., Var. Lists junior and resource stocks in Toronto.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists active stocks in Toronto.

LES DEVISES

Table with 4 columns: Devise, Cours, Variation. Lists exchange rates for various currencies.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table with 4 columns: Dividende, Cours, Variation. Lists call and put options for various stocks.

AMÉRICAINES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation. Lists American stocks and options.

FONDS MUTUELS

Table with 4 columns: Nom, Cours, Variation. Lists various mutual funds.

NEW YORK

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Facts. Shows trading volume for New York.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists top active stocks in New York.

NEW YORK

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Facts. Shows trading volume for New York.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists active stocks in New York.

NEW YORK

Table with 4 columns: Volume, Vendredi, Jeudi, and Facts. Shows trading volume for New York.

FAITS SAILLANTS

Table with 4 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 92, Bas 92.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Lists active stocks in New York.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

LES OBLIGATIONS

Table with 4 columns: Description, Prix, Rend. Var. Lists government and corporate bonds.

ALBERTA

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation. Lists Alberta stocks.

ALBERTA

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation. Lists Alberta stocks.

ALBERTA

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Variation. Lists Alberta stocks.

CONTRAT À TERME

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists futures contracts.

CONTRAT À TERME

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists futures contracts.

CONTRAT À TERME

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists futures contracts.

CONTRAT À TERME

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists futures contracts.

TITRES AU COMPTOIR

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists over-the-counter stocks.

TITRES AU COMPTOIR

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists over-the-counter stocks.

TITRES AU COMPTOIR

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists over-the-counter stocks.

TITRES AU COMPTOIR

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists over-the-counter stocks.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

LA BOURSE

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists various market indices.

LA BOURSE

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists various market indices.

LA BOURSE

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists various market indices.

LA BOURSE

Table with 4 columns: Description, Cours, Variation. Lists various market indices.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table with 4 columns: Description, Taux, Variation. Lists interest rates.

Le compromis gagnant de Boris Eltsine

d'après AFP
MOSCOU

Boris Eltsine a réussi après cinq jours de débats sur la réforme économique en Russie à conserver ses «pouvoirs spéciaux» et à éviter un vote de défiance contre le gouvernement responsable de la «thérapie de choc», au prix de concessions qui vont lui coûter à terme son poste de chef du gouvernement.

L'adoption par les députés d'une résolution demandant au président de quitter dans le délai d'un mois le poste de premier ministre — qu'il occupe depuis novembre dernier — et de restructurer le gouvernement en donnant plus de contrôle au Parlement a provoqué le «mécontentement» de Boris Eltsine, qui a souligné qu'«ébranler maintenant le gouvernement pourrait mener à une déstabilisation de la société».

Mais ce document, approuvé «sur le principe» n'avait pas été adopté dans sa version définitive. L'un des amendements, venant de M. Eltsine, propose certes de «renforcer la coordination entre le Parlement et le gouvernement», mais aussi de «reporter au 1er septembre» l'adoption d'une nouvelle loi sur le cabinet des ministres.

Mais le Parlement a tout de même tenté de renforcer rapidement son contrôle sur le gouvernement, une prérogative perdue dans le cadre des mesures d'«urgence» adoptées en novembre dernier pour sortir de la crise. Mécontent, Boris Eltsine est monté à la tribune, où il a souligné qu'un délai d'un mois pour proposer des modifications des structures et de la composition du gouvernement russe était «absolument irréaliste». Selon lui, un tel texte «ne peut pas être prêt avant le 1er octobre prochain». M. Eltsine a défendu la nécessité de cumuler ses fonctions de président et de chef du gouvernement «pendant au moins trois mois encore».

Haiti: les É.-U. révoquent les visas des partisans du coup d'État

d'après AFP
WASHINGTON

Les États-Unis révoquent les visas des Haïtiens qu'ils considèrent comme des partisans du coup d'État militaire du 30 septembre dernier, a annoncé hier le département d'État.

«Le département d'État révoque les visas autres que d'immigration de certains Haïtiens qui soutiennent ceux qui ont pris le pouvoir illégalement en septembre dernier», a indiqué un communiqué, confirmant les propos d'un haut responsable du gouvernement. «Nous pourrions prendre d'autres mesures contre les partisans du régime militaire s'ils continuent à s'opposer aux accords conclus à Washington en février dernier et au retour de la démocratie à Haïti», a ajouté le département d'État.

Ces accords passés entre les dirigeants du Parlement et le président renversé Jean-Bertrand Aristide prévoient un retour progressif à la démocratie, sans fixer de date pour le retour d'Aristide à Haïti. Les États-Unis avaient annoncé le 4 février dernier qu'ils comptaient prendre ces mesures et envisageaient également la saisie aux États-Unis des avoirs des partisans du coup d'État militaire.

Ils avaient en même temps allégué les sanctions prises fin octobre contre l'industrie de transformation à Haïti, la principale activité économique de cette république caribéenne, qui emploie quelque 400 000 personnes et en fait vivre 250 000 autres.

D'autre part, le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée haïtienne, avait estimé jeudi que «le moment est au choix décisif» pour son pays, dans un appel radiotélévisé 24 heures après l'annonce d'un projet de «conférence nationale» proposé par le gouvernement «provisoire» pour sortir le pays de la crise.

«Les Forces Armées d'Haïti, pénétrées de la gravité de la crise et de l'urgence nécessaire de solutions justes et adéquates, exhortent tous les responsables à tous les niveaux institutionnels du pays à apporter leur concours patriotique à l'oeuvre de redéfinition commune», a-t-il ajouté. «La démocratie, porteuse de l'espoir de temps nouveaux, ne souffrira pas de marche arrière», a assuré le général Cédras qui a appelé à «faire preuve d'esprit de concertation et d'objectivité».

Des menaces de sanctions pèsent sur le Pérou

d'après AFP
WASHINGTON

Le président George Bush a déclaré hier que les États-Unis n'excluaient pas des sanctions internationales contre le Pérou mais un haut fonctionnaire du département d'État a indiqué que de telles sanctions étaient peu probables à brève échéance.

«Je ne suis pas sûr qu'un embargo soit nécessaire à ce stade», a estimé le secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique Latine, Bernard Aronson interrogé par la chaîne de télévision CNN. «Nous essayons de le remettre dans la voie démocratique et je pense que nous devons maintenir certaines relations pour cela», a-t-il ajouté.

Interrogé au cours d'une conférence de presse sur la possibilité de sanctions, le président a déclaré de son côté que les États-Unis «en parleraient avec les autres» membres de l'Organisation des États Américains (OEA) qui doivent se réunir lundi à Washington. «Nous envisagerions cer-

tainement» cette option, a-t-il dit après avoir rappelé les sanctions décrétées contre Haïti par l'OEA dans l'espoir de ramener au pouvoir le président Jean-Bertrand Aristide, renversé en septembre dernier.

Forte désapprobation

«Nous ne pouvons rester immobiles et ne pas faire connaître notre forte désapprobation de l'avortement de la démocratie au Pérou», a poursuivi M. Bush qui a précisé qu'il avait parlé de la situation avec les présidents argentin Carlos Menem et vénézuélien Carlos Andres Perez.

«Je pense que vous ne verrez pas de ruée sur les sanctions», a cependant déclaré un haut fonctionnaire américain parlant sous le couvert de l'anonymat à propos de la réunion de lundi. En fait, notent les observateurs, l'exemple d'Haïti a prouvé le peu d'efficacité de telles mesures. Les États-Unis ont déjà suspendu leur aide économique et militaire au Pérou, ne laissant en place que l'aide humanitaire qui nourrit selon eux un Péruvien sur sept.

Il a rappelé que plusieurs pays avaient suspendu leur aide économique au Pérou,

comme les États-Unis l'ont fait lundi, ce qui est «une sanction sévère», a-t-il dit. L'Allemagne a annoncé hier la suspension de son aide au développement soit 112,5 millions de dollars. Le Japon avait par contre indiqué mercredi qu'il n'envisageait pas de le faire pour le moment.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID), réunie à Saint-Domingue, a refusé cette semaine un prêt au Pérou. Les États-Unis ont suspendu leur aide au développement économique et à la lutte contre la drogue, soit 237 millions de dollars pour 1992, bien que des agents de la DEA (agence américaine anti-narcotique) et des instructeurs militaires soient encore sur le terrain pour le moment.

Le Pérou est le premier producteur de feuilles de coca du monde, fournissant 60 p. cent du marché mondial, selon les estimations du département d'État.

M. Bush a laissé entendre que la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OEA pourrait déboucher sur l'envoi d'une mission de bons offices à Lima. Cet envoi sera en tout cas proposé par les

États-Unis, a précisé le haut fonctionnaire qui a souligné que Washington souhaitait rechercher une solution pacifique.

Après la dissolution du Parlement par M. Fujimori, les parlementaires ont décrété la vacance de la présidence et désigné comme nouveau président le second vice-président, M. Carlos Garcia y Garcia. Ce dernier a demandé à la communauté internationale de le reconnaître.

Le haut fonctionnaire a indiqué qu'il n'était pas question d'une telle reconnaissance pour l'instant de la part de Washington, de manière à éviter une aggravation de la crise constitutionnelle. «Nous espérons qu'une crise constitutionnelle pourra être évitée. C'est la dernière chose dont le Pérou a besoin», a-t-il dit.

Selon des sources informées, la mission de bons offices de l'OEA sera probablement dirigée par son secrétaire général Joao Baena Soares et formée de représentants de plusieurs pays membres de l'organisation. Elle demandera à M. Fujimori de revenir à la légalité constitutionnelle.

Attentats à Londres: 2 morts, 80 blessés

d'après Reuter et AFP
LONDRES

Deux attentats au véhicule piégé ont fait au moins deux morts et plus de 80 blessés dans la nuit de vendredi à samedi à Londres. Ces attentats à la bombe semblent être une réponse des extrémistes de l'IRA à la victoire des conservateurs aux élections législatives de jeudi en Grande-Bretagne.

La première explosion de forte puissance a eu lieu dans le quartier financier de la City peu après 21 h 20 locales devant le Baltic Exchange, le marché à terme des frètes maritimes. L'immeuble a été dévasté.

Un homme à l'accent irlandais, utilisant un mot de passe de l'IRA, avait téléphoné 20 minutes auparavant à la gare londonienne de Waterloo pour avertir de l'attentat.

Cette explosion a fait au moins deux morts et plus de 80 blessés. Elle s'est produite au moment où les pubs et les cafés du quartier étaient encore remplis d'employés qui célébraient la victoire des conservateurs. La bombe pesait environ 50 kg et a endommagé les façades de plusieurs im-



Un policier avance au milieu des débris qui jonchent le sol après l'attentat à la voiture piégée qui a détruit le siège d'une compagnie d'assurances au coeur de Londres.

PHOTO REUTER

meubles de la City, aux alentours du Stock Exchange et de la Banque d'Angleterre.

Un témoin, Paul Benson, a déclaré: «J'ai vu une quarantaine de personnes blessées, dont certaines avaient le visage en sang. La voiture avait été placée au milieu de la rue, face du pub The Underwriter.»

Le deuxième attentat est survenu quatre heures plus tard, dans le quartier de Cricklewood, dans le nord-ouest de Londres. Il a fait un blessé léger, qui n'a pas eu besoin d'hospitalisation.

Une camionnette piégée a explosé à l'embranchement d'une autoroute et d'un boulevard péri-

phérique, à Staples Cornerr, a précisé la police.

Les deux attentats ont eu lieu quelques heures seulement après la défaite de Gerry Adams, le président du Sinn Fein (branche politique de l'IRA) à Belfast-Ouest. Il a perdu son siège à Westminster de 589 voix au profit du candidat nationaliste modéré.

La Bosnie-Herzégovine crie à l'aide internationale

d'après Reuter
SARAJEVO

La Bosnie-Herzégovine a lancé hier un appel à l'aide internationale pour mettre fin à «l'agression» menée, selon elle, par la minorité serbe hostile à l'indépendance de cette ancienne république yougoslave. Un émissaire de la Communauté européenne, le diplomate portugais Jose Cutilheiro, est arrivé à Sarajevo pour coordonner les discussions sur l'avenir de la Bosnie, parrainées par la CEE. Mais de nouveaux combats ont éclaté entre forces serbes et combattants musulmans et croates.

Selon le président bosniaque Alija Izetbegovic, les forces serbes ont menacé de massacrer 3000 civils à Zvornik si les combattants ne déposent pas les armes. Cette information n'a pas été confirmée. La ville, proche de la frontière avec la Serbie, est tombée jeudi aux mains des forces serbes.

Des femmes, des enfants

«Trois mille personnes sont bloquées à Zvornik par les unités de défense territoriale serbes soutenues par des troupes venues de Serbie. Ces dernières ont lancé un ultimatum leur enjoignant de déposer les armes», a-t-il dit à la presse. «Parmi les personnes blo-

quées figurent des femmes, des enfants, des vieillards. Elles ont été averties qu'elles seraient tuées à l'expiration de l'ultimatum», a-t-il ajouté, sans préciser s'il devait prendre fin à midi ou à minuit hier.

«Je fais appel à la Communauté et aux institutions internationales, au Conseil de sécurité des Nations unies, à la Communauté européenne, à la CSCE et à tous les gouvernements pour qu'ils utilisent leur influence afin d'empêcher cette agression», a ajouté Alija Izetbegovic.

Des dizaines de personnes ont été tuées en Bosnie depuis que les musulmans et les Croates ont voté pour l'indépendance le mois dernier. Les Serbes de Bosnie s'opposent vigoureusement à l'indépendance de cette république. Les combats se sont intensifiés depuis la reconnaissance internationale de la Bosnie cette semaine.

Radio-Sarajevo a déclaré que les combats avaient repris hier soir à Zvornik, pilonnée par l'artillerie adverse depuis la Serbie voisine. Elle a fait état de combats près de Foca, proche également de la frontière serbe. Il n'était pas possible de confirmer ces informations de source indépendante. Un secouriste occidental de retour de Zvornik a déclaré que la ville était aux mains des Serbes.

Yasser Arafat est accueilli en chef d'État à Tunis

d'après AFP
TUNIS

Le chef de l'OLP Yasser Arafat a reçu un accueil officiel habituellement réservé aux chefs d'État à son arrivée hier soir à l'aéroport de Tunis, où il a été accueilli en grande pompe, marchant fermement, sans aide, et donnant durant plus de dix minutes des accolades aux responsables tunisiens et palestiniens.

Dès l'atterrissage du Boeing 727 des lignes aériennes libyennes qui le ramenait de Tripoli, M. Arafat arborant un large sourire, a descendu sans soutien les marches de la passerelle pour donner une chaleureuse accolade au président tunisien Zine Al-Abidine Ben Ali,

qui a tenu à l'accueillir personnellement en compagnie de plusieurs membres de son gouvernement.

Rescapé d'un grave accident d'avion survenu mardi dernier dans le désert du sud de la Libye, M. Arafat a tenu ostensiblement à se prêter à tout le cérémonial officiel d'accueil, qui s'est déroulé sous une pluie battante. Debut au côté du président tunisien, il a salué le drapeau au son des hymnes nationaux tunisien et palestinien, après avoir passé en revue, sur une cinquantaine de mètres de tapis rouge, un détachement de la garde d'honneur de l'armée tunisienne.

Les nombreux journalistes et diplomates étrangers qui scrutaient son visage, n'ont pu relever qu'une échymose à sa tempe droite. M. Arafat, tenant la main du président Ben

Ali, a fait ensuite une halte au salon d'honneur de l'aéroport, où il a fait une brève déclaration pour remercier «tous ceux» qui ont aidé à son sauvetage, citant notamment la Libye, l'Égypte et la Tunisie. «Dieu m'a encore sauvé la vie pour me permettre de prier un jour à Jérusalem», a-t-il déclaré.

Parmi les nombreuses personnalités venues le féliciter d'être sorti indemne de l'atterrissage forcé de son avion en plein désert libyen figuraient notamment les membres du Comité exécutif de l'OLP, plusieurs ambassadeurs arabes et européens, dont celui de France, M. Alain Grenier. Quelques centaines de Palestiniens et de Tunisiens étaient massés aux alentours de l'aéroport, où ils ont ovationné M. Arafat au milieu d'un strict service d'ordre.

Maastricht: à prendre ou à laisser

d'après AFP
PARIS

Deux mois après la signature du Traité de Maastricht, la ratification de ce texte ouvrant la voie à une Union européenne s'annonce moins aisée que prévu dans plusieurs pays de la Communauté, où la dynamique européenne a fait place au doute.

Bien que l'adoption du Traité ne paraisse pas pour l'instant encore réellement remise en cause dans aucun des pays qui l'ont signé, la plupart des Douze sont suffisamment inquiets des vents contraires qui commencent à souffler sur l'Europe pour avoir décidé de fermer la porte à toute renégociation d'un texte qui est désormais à prendre ou à laisser.

Ils ont ainsi rejeté lundi une demande de l'Irlande qui souhaitait modifier un protocole annexé au Traité afin de «clarifier» sa position sur l'avortement, une question actuellement au centre d'une vaste et confuse bataille politique dans ce pays. Certains dirigeants irlandais craignent que le référendum sur Maastricht qui doit avoir lieu le 18 juin ne se transforme en un plébiscite pour ou contre l'avortement, au risque de menacer le processus de ratification du traité.

Le président de la Commission européenne Jacques Delors a enfoncé le clou en lançant une mise en garde, cette fois-ci aux Danois qui doivent se prononcer le 2 juin par référendum sur la ratification de Maastricht. En cas de «non», le Traité «n'est pas renégociable», a averti M. Delors, en adjurant les électeurs de ne pas provoquer «le grand malheur» de rejeter leur pays hors de la Communauté.

Le Danemark est actuellement le pays où la ratification semble la plus incertaine, en raison de la procédure référendaire suivie et du nombre croissant de Danois qui se déclarent hostiles au Traité d'Union. Selon un sondage réalisé fin mars, 40 p. cent des personnes interrogées affirmaient vouloir voter «non» et 32 p. cent seulement «oui», alors que la proportion était inverse un mois plus tôt.

Bien que moins préoccupante, la situation s'est quelque peu brouillée en Allemagne où la ratification nécessite un vote des deux Chambres à la majorité — simple pour la ratification, des deux-tiers si une modification de la Constitution est nécessaire. Après une valse hésitation de l'opposition sociale-démocrate, qui détient la majorité dans la Chambre haute (Bundesrat), ce sont les 16 chefs des gouvernements régionaux qui, toutes tendances confondues, ont jeté le mois dernier une nouvelle ombre en réclamant une modification de la Constitution donnant à l'avenir aux Laender un droit de regard sur tout transfert de compétences à la Communauté. Le gouvernement fédéral devrait donc être obligé de négocier avec les Laender pour obtenir le feu vert au Traité, pour la ratification duquel aucune date n'a été fixée.

Le climat politique n'est toutefois guère favorable à l'Europe: les Allemands, qui ont découvert avec inquiétude après Maastricht qu'ils allaient perdre le Deutschemark, symbole de leur puissance économique, sont majoritairement contre la monnaie unique, et le parti du chancelier Kohl a été affaibli par les dernières élections régionales qui ont vu la montée spectaculaire d'un vote protestataire d'extrême-droite.

En France, où le Conseil constitutionnel a imposé jeudi une modification préalable de la Constitution, la ratification va demander plusieurs mois de débats et de procédures dans un climat politique alourdi, comme en Allemagne, par la cinglante défaite du pouvoir socialiste lors des dernières élections régionales.

Les États-Unis imposeront-ils un tarif sur la bière canadienne?

PC, La Presse

■ L'administration américaine a remis à lundi sa décision d'imposer ou non un tarif sur la bière canadienne vendue aux États-Unis.

Les États-Unis s'étaient donnés jusqu'au 10 avril pour prendre une décision finale.

Les Américains ont qualifié d'inacceptables les mesures annoncées la semaine dernière par le Canada pour se conformer à la décision du GATT (Entente générale sur les tarifs douaniers et le commerce) sur ses règles de mise en marché de la bière.

Mme Pat Norman, porte-parole de la représentante américaine au Commerce Carla Hills, a affirmé que le Canada prévoyait prendre trop de temps pour modifier ses pratiques.

Le 31 mars dernier, le ministre canadien du Commerce extérieur, Michael Wilson, a annoncé que les bières étrangères pourraient être vendues sans discrimination au Canada au plus tard le 31 mars 1995. Il a également indiqué que les provinces feront disparaître les barrières interprovinciales au commerce de la bière d'ici le premier juillet prochain.

C'est en 1990 que les États-Unis ont porté plainte contre les règles de mise en marché de la bière au Canada auprès du GATT, l'organisation chargée de régler le commerce international. Le GATT a donné raison aux Américains en décembre 1991, affirmant que plusieurs pratiques provinciales violaient les règles commerciales internationales.

Le Canada et les États-Unis ont tenu des consultations sur cette

question cette semaine à Washington. Les hauts fonctionnaires du ministère canadien des Affaires extérieures ont tenté d'expliquer aux autorités américaines que les changements annoncés par le ministre Wilson étaient d'envergure, et qu'ils ne pouvaient s'établir du jour au lendemain. Ces changements auront notamment des conséquences sur la main-d'œuvre et, dans certains cas, sur la législation provinciale.

À Montréal, le président de l'Association des brasseurs du Canada, M. Yvon Millette, a déclaré que l'industrie attendra de connaître la menace concrète avant de prendre des moyens d'actions.

«Nous avons espoir que les discussions avec les Américains portent fruit», a-t-il affirmé à *La Presse*. Si les États-Unis devaient imposer des droits compensatoires sur la bière canadienne, M. Millette a clairement indiqué que les brasseries d'ici ne se laisseraient

pas faire et qu'il y aurait des mesures de représailles.

À la Chambre des communes, à Ottawa, le ministre du Commerce extérieur Michael Wilson, a parlé également dans ce sens.

Le vice-président aux affaires publiques de Molson-O'Keefe, M. Alban Asselin, a qualifié de «pure spéculation» les informations voulant que les États-Unis imposent un droit compensatoire équivalent à 8 \$ la caisse.

«Nous avons dit que nous

avons besoin de trois ans pour nous ajuster. On va créer un marché canadien avant de bâtir un marché américain», de dire M. Asselin.

Les brasseurs espèrent que les provinces s'entendent bientôt pour que les barrières interprovinciales disparaissent le plus vite possible. Ottawa souhaite que cela puisse être fait d'ici le premier juillet mais il est douteux que le gouvernement du Québec puisse être prêt à temps.

**Donner,
ça
rapporte !**



De nos jours, comment votre entreprise peut-elle établir son budget en matière de dons ? Il suffit d'adopter une politique consistant à donner au moins 1 p. 100 de vos profits moyens avant impôt aux organismes de charité et sans but lucratif de votre choix. Ainsi, vous serez du nombre des «entreprises généreuses». Mieux encore, vous investirez dans les causes de votre milieu et ça, c'est une bonne pratique en affaires.

Devenez «une entreprise généreuse»
Renseignez-vous au (514) 521-9900



La générosité réinventée



«Chez nous, c'est moi qui fais la lecture à maman parce qu'elle ne peut plus lire.»

Sebastien Fajard, 7 ans

À l'âge où est Sébastien, sa mère aimerait bien que ce soit elle qui lui fasse la lecture. Mais elle ne le peut pas, comme bien d'autres choses d'ailleurs que les mères font avec plaisir. En fait, la sclérose en plaques a altéré sa vision et provoque, chez elle, des tremblements. Elle remercie le ciel toutefois de ne pas être paralysée, ce qui serait possible, et d'avoir un petit garçon qui l'aime malgré tout.

Des dizaines de milliers de Canadiens sont atteints de sclérose en plaques. Pour eux, les moindres gestes ne se font plus sans peine.

Contactez-nous pour en apprendre davantage, pour devenir bénévole ou faire un don. Ensemble, nous trouverons le moyen de contrer la sclérose en plaques.

AIDEZ-NOUS MAINTENANT!

Société canadienne de la
Sclérose en Plaques
279, rue Sherbrooke ouest, bureau 401
Montréal (Québec) H2X 1Y2

SERVICES • RECHERCHE • INFORMATION

ACTION SOCIALE • COLLECTES DE FONDS • BÉNÉVOLES

Donnez généreusement à
**LA FONDATION
CANADIENNE DU REIN.**



Centraide

LA PRESSE VOUS PROPOSE
CETTE SEMAINE



UN ARTICLE
SIGNÉ
VIVIANE
ROY

La Presse



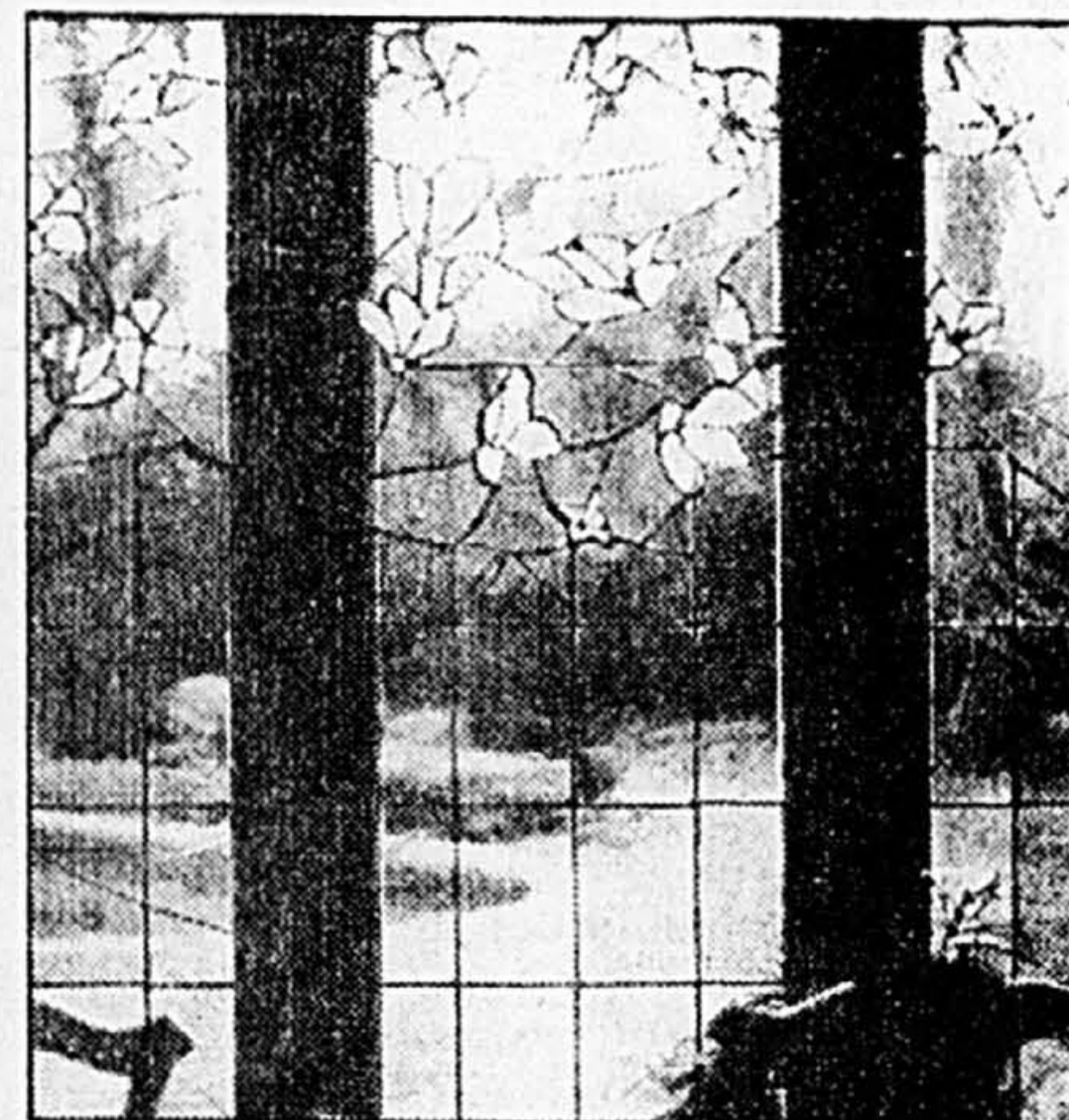
FRANCESCO NACCARATO

LA PRESSE VOUS PROPOSE
CETTE SEMAINE



UN ARTICLE
SIGNÉ
RAYMOND
BERNATCHEZ

La Presse

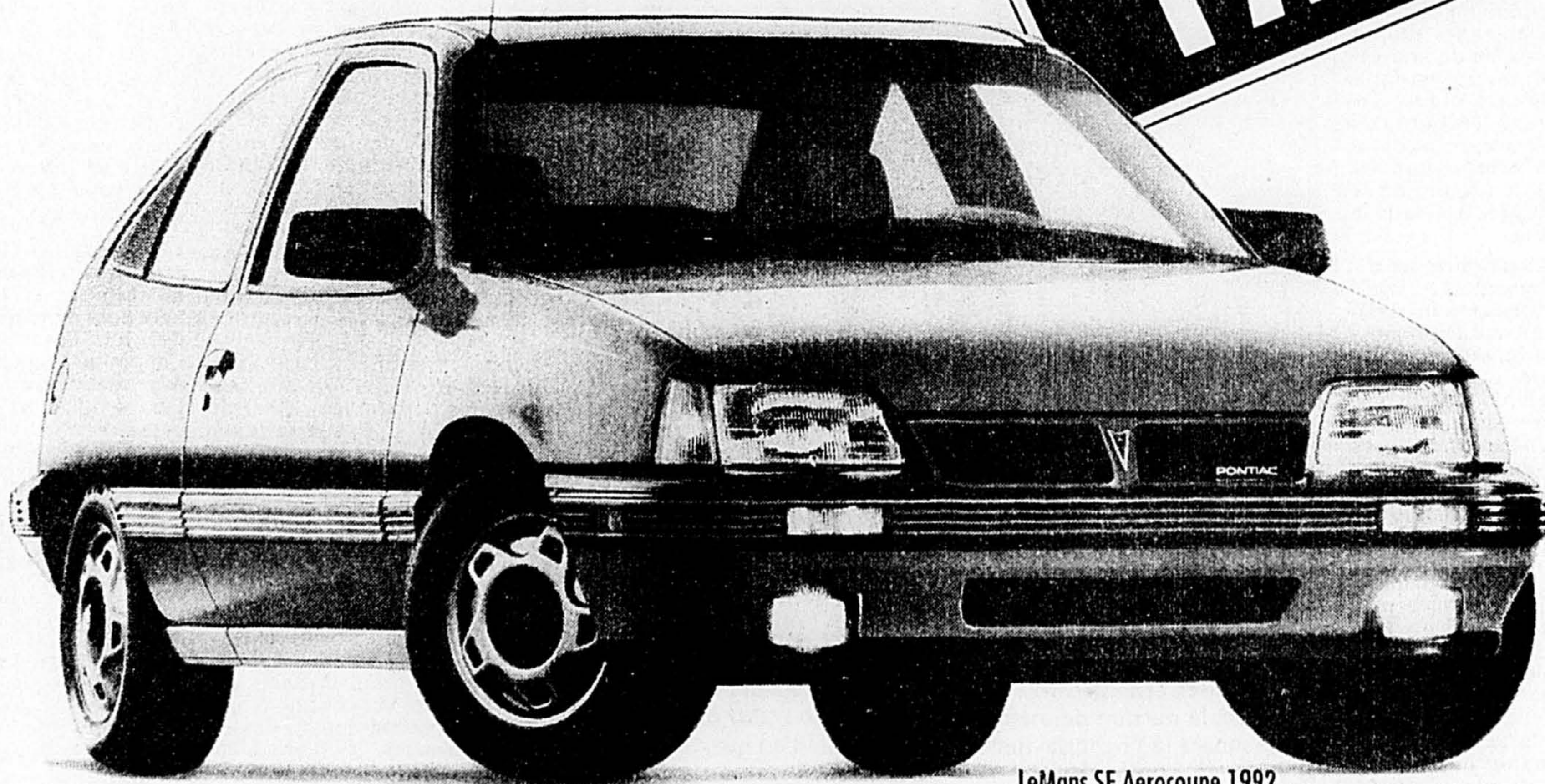


MONTREAL CAPITAL DU VITRAIL

PONTIAC LEMANS

**POLICE
D'ASSURANCE
GRATUITE***

**POUR
1 AN**



LeMans SE Aerocoupe 1992

Disponible sur tous les modèles LeMans 1992.
Pour un temps limité, chez votre concessionnaire

PONTIAC · BUICK · CAMION GMC

* Certaines restrictions et conditions d'admissibilité s'appliquent. La police d'assurance couvre votre véhicule pour une période de 12 mois suivant la signature du contrat d'assurance. La police d'assurance vous offre une protection complète: responsabilité civile pour une valeur de 1 000 000 \$, dommages éprouvés par le véhicule assuré et valeur à neuf garantie 12 mois. Toute franchise est aux frais de l'acheteur et varie selon son âge. L'offre est réservée aux particuliers résidant au Québec et ne s'applique pas aux achats pour fins commerciales. L'offre de la police d'assurance est applicable à tous les modèles LeMans 1992 neufs en inventaire. Voyez tous les détails chez votre concessionnaire participant.